

CAP FINISTÈRE

PENN AR BED



Dispensé de timbrage BREST CTC

Urgences !

Combien restera-t-il d'hôpitaux dans le Finistère à la fin du mandat de Nicolas Sarkozy ? C'est la question que l'on est en droit de se poser, tant les annonces de fermetures se succèdent à un rythme particulièrement effréné.

Après Quimperlé, les urgences de Concarneau, le service des allogreffes du CHU de Brest, c'est l'hôpital de Carhaix qui se voit imposer la suspension de la gynécologie obstétrique, de l'anesthésie et de la chirurgie, à compter du 6 juin. Si, à compter du 13 juin, des anesthésistes ne sont pas en poste dans la capitale du Poher, ces services seront définitivement fermés.

Cette décision de l'ARH (Agence régionale de l'hospitalisation) a été stipulée par fax aux responsables de l'hôpital et aux élus. Le soir même, une manifestation a réuni plus de 3 000 personnes à Carhaix. Les

élus de toutes les collectivités : ville de Carhaix, Pays du Centre-Ouest Bretagne (COB), Conseils généraux du Finistère et des Côtes d'Armor et Conseil régional ont marqué leur opposition à ce diktat qui intervient après la très forte mobilisation populaire du 29 mars et au moment où toutes les collectivités cherchent des solutions alternatives pour sauver l'hôpital de Carhaix.

Réuni en session, le 30 mai, le Conseil régional a rappelé que *"le maintien des services hospitaliers de Carhaix est un enjeu essentiel pour le territoire du Centre-Ouest Bretagne"*.

A la suite de la manifestation du 29 mars, Maria Vadillo, présidente de la Commission solidarités du Conseil régional, avait commandé une étude afin de proposer des solutions concrètes pour y maintenir des services de soin de qualité.

Cette consultation, financée par la Région en lien avec le pays du COB, a été confiée à un prestataire

SUITE PAGE 2

Brest-Nantes via Quimper

C'est à Brest, le 29 mai, que Jean-Yves Le Drian a annoncé le lancement du plan ferroviaire breton, à l'image du plan routier des années 60 qui avait vu le jour grâce à l'unité de l'ensemble des collectivités territoriales.

"Le train est une priorité pour la Bretagne", a souligné le président de la Région. La ligne à grande vitesse qui doit mettre la pointe du Finistère à trois heures de Paris est essentielle. D'ailleurs, le lendemain, 30 mai, avec les présidents des quatre Conseils généraux bretons, Jean-Yves Le Drian présentait les engagements financiers des collectivités pour la ligne à grande vitesse. Sur les 3 milliards d'investissement nécessaires, les collectivités bretonnes en apporteront 1,1 milliard.

Cependant, le plan ferroviaire ne se limite pas à ce dossier. La réduction du temps de

parcours entre les villes bretonnes desservies par le TGV constitue un enjeu majeur pour l'accessibilité et la compétitivité de la pointe bretonne.



"Mais la Région est aussi très attachée à ce que les effets de la grande vitesse profitent à tout le territoire et il est tout aussi important de développer les liaisons entre villes bretonnes et au-delà", a rappelé Jean-Yves Le Drian avant de signer, avec Pierre Maille, un protocole pour l'amélioration de l'accessibilité du Finistère par le développement de l'axe *"Brest-Nantes via Quimper"*. Cette initiative est bien sûr soutenue par François Cuillandre et Bernard Poignant, maires de Brest et

SUITE PAGE 2

**CAP
FINISTÈRE**

 26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 5/06/2008



PRESSE

URGENTE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

EN CLAIR !

Samedi, en présence de Bertrand Delanoë, la fédération adoptera la nouvelle déclaration de principes de notre parti. En effet, dans une relative confidentialité médiatique, le PS poursuit sa mue, ou du moins le toilettage de ses textes fondamentaux. Dans le Finistère, l'enjeu n'a pas mobilisé les adhérents, peut-être en raison de la méthode choisie qui laissait au final peu de temps et de place aux amendements des sections. Sur le fond, les échanges au sein de notre Conseil fédéral ont montré que, si tous appréciaient la prise en compte plus forte de problématiques ayant émergé depuis la fin des années 90, telle que la question de l'environnement, des reproches furent faits sur les priorités et les ordres d'exposition retenus dans le détail du nouveau texte. Celui-ci pêche sans doute, dans son ensemble, par une vision trop lisse et gestionnaire d'une époque qui reste – malgré tout – habitée par de profondes tensions sociales.

PS 29

Urgences ! (suite)

Sous couvert d'arguments parfois financiers, parfois médicaux, le gouvernement veut fermer les hôpitaux de proximité

... spécialisé dans les restructurations hospitalières. Un groupe de suivi, composé d'élus, de représentants du centre hospitalier et du comité de défense, a été mis en place.

Un rapport d'étape sera présenté au début du mois de juillet.

Mais, informée de cette démarche, l'ARH a tenté de prendre les élus de vitesse en annonçant, le 26 mai, la suspension de plusieurs services dès le 6 juin. Fallait-il vraiment étrangler l'hôpital de Carhaix si rapidement ? Pour le conseiller général de Carhaix, Richard Ferrand, "des habillages



Tout le Finistère est mobilisé

successifs, tantôt budgétaires, tantôt sécuritaires, viennent en vérité justifier une politique de santé n'accordant aucune considération aux besoins des populations ni même aux enjeux d'aménagement du territoire". Qu'il s'agisse en effet des nouveaux principes de tarification ou encore de l'idée selon laquelle seuls les hôpitaux à très forte activité garantiraient la qualité des soins, l'objectif reste le même : porter atteinte aux hôpitaux de proximité comme celui de Carhaix.

"Au fond", a fait savoir l'élu du Centre-Ouest Bretagne au directeur de l'ARH, "votre décision signe la capitulation des pouvoirs publics face à la pénurie médicale sciemment organisée et à un mode de tarification ne pouvant que pénaliser des centres hospitaliers comme le nôtre".

Pour répondre aux injonctions de l'ARH, les élus du conseil d'administration de l'hôpital de Carhaix ont saisi le tribunal administratif. Ils ont également demandé au directeur de l'établissement de recruter, au plus vite, des anesthésistes et des contacts ont été pris avec le CHU de Brest pour étudier de possibles coopérations.

Tous les habitants du Centre-Bretagne sont mobilisés pour empêcher la disparition de l'hôpital. La suppression à court terme

de l'hôpital porterait un coup terrible au renouveau démographique et économique que connaît le Centre-Bretagne depuis quelques années.

Surtout, l'ARH n'explique absolument pas comment elle compte améliorer la qualité des soins alors même que, officiellement, sa décision ne semble dictée que par cet impératif. Comment répondra-t-elle aux besoins du service d'urgence ? Comment les femmes enceintes de la région de Carhaix seront-elles suivies sans service de gynécologie ? Comment pratiquer des examens endoscopiques s'il n'y a plus d'anesthésistes ?

Les attaques contre la santé dans le Finistère sont si fortes que Bernard Poignant a écrit à la ministre Roselyne Bachelot pour lui demander jusqu'où elle compte aller. "Le monde hospitalier est en ce moment très secoué dans le Finistère, notamment par la décision de transférer le service des allogreffes de Brest à Rennes, celle de fermer plusieurs services à Carhaix ou l'obligation pour le directeur du centre hospitalier intercommunal de Quimper Cornouaille de fermer l'accueil de nuit à Concarneau parce que les médecins urgentistes ne sont pas assez nombreux". Avant de se porter candidat à la présidence du centre hospitalier de Quimper, le maire de la ville souhaite connaître les intentions de la ministre dans les années qui viennent.

L'écoeurement et la colère dominent chez les malades, les élus, les professionnels de santé et plus généralement toute la population du Finistère. Cependant, partout la lutte s'organise pour dénoncer ces décisions injustes qui pourraient avoir de graves conséquences pour la santé des Finistériens et l'équilibre du territoire.

Les élus socialistes bretons, réunis à Pontivy le 1^{er} juin, ont rappelé que les missions que remplissent les hôpitaux aux services de tous les patients nécessitent des financements structurels ambitieux.



Les élus du COB, le 29 mars à Carhaix

Brest-Nantes via Quimper (suite)



La signature du protocole

... Quimper. Ainsi, en 2010, le trajet Brest-Nantes s'effectuera directement, sans changement à Quimper. Le trajet entre les centres-villes de Brest et Quimper durera moins d'une heure, contre plus d'une heure dix aujourd'hui.

Comment ? D'abord, en réalisant des travaux sur une dizaine de courbes, de manière à pouvoir élever la vitesse des trains.

Ensuite, en créant des doubles voies de manière à permettre les croisements.

Enfin, en faisant circuler des TER de nouvelle génération, les AGC bibi (Auto-rails grande capacité bimode, bicourant) qui fonctionnent à la fois à l'électricité et au diesel.

**Brest-
Quimper
en moins
d'une
heure**

"Nous en avons commandé 23", a annoncé Gérard Lahellec, vice-président de la Région chargé des transports. Au terme de notre mandat, tous les TER auront été remplacés.

Sur ce dossier, les maires de Brest et Quimper, le Conseil

général et la Région sont au diapason. Après de longues années de discussions, d'études et de contre-études sur l'électrification de cette ligne qui ne semblait pas constituer une priorité pour RFF ou la SNCF, les collectivités ont décidé d'accélérer. De 34 millions d'euros déjà inscrits au contrat de projet, on passe à 60 millions, dont 75 % viennent de la Région. "Le projet d'électrification de la ligne n'est pas abandonné", précise Gérard Lahellec, mais la nouvelle génération de TER offre la possibilité d'améliorer la vitesse sans engager de trop lourds investissements.

Pour les usagers, le gain de temps, ainsi que l'amélioration du confort et des cadences (12 allers et retours quotidiens contre 6 aujourd'hui) seront appréciables sur le tronçon Brest-Quimper. Mais au-delà vers Nantes, car il n'existe pas de liaison directe entre Brest et la capitale des Pays de la Loire.

Congrès : la contribution des bretons

Les socialistes bretons veulent faire entendre leur voix à l'occasion du congrès de Reims.

Réunis à Pontivy, le 1^{er} juin, autour de Bernard Poignant, président du BREIS, et des quatre premiers secrétaires fédéraux, ils ont jeté les bases d'un projet de contribution dans lequel ils réaffirment que "la reconquête nationale passe par le socialisme territorial". Les résultats des dernières élections légitiment cette démarche dans une région où le bloc progressiste a conforté ses positions.

Pour une société du développement durable et solidaire, pour une République des territoires, les socialistes bretons proposent un nouveau partenariat entre l'État et les collectivités. C'est ainsi que pourra être garanti un aménagement équilibré du territoire. Dans le même temps, un pacte républicain pourrait être scellé de manière à ce que l'État ne puisse plus décider unilatéralement de la fermeture de tel ou tel service public sans qu'aucune étude d'impact ne soit partagée avec les collectivités. "La concertation avec les acteurs locaux est une condition incontournable de l'ac-



Bernard Poignant et Jean-Yves Le Drian entourés des premiers secrétaires fédéraux bretons

ceptabilité des réformes", rappellent les socialistes bretons.

Le parti socialiste est un acteur majeur mais pas unique à gauche. Là encore, les socialistes bretons peuvent apporter leur expérience basée sur le respect de leurs partenaires au sein des conseils municipaux, généraux et, depuis 2004, à la Région. "Nous pratiquons ensemble la cul-

ture du débat, de la proposition partagée et du contrat de mandature".

Le congrès de Reims doit être un lieu de débat, d'expression des sensibilités et surtout le moment de la clarification idéologique et de la rénovation de notre parti. "Ce sont les préalables au choix de notre nouveau premier secrétaire national", veulent croire les socialistes bretons.

LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT



Sarkozy : Le liquidateur

Avec
Pierre Moscovici

Dans "Le liquidateur" (Hachette littératures), Pierre Moscovici, député du Doubs, dissèque le Sarkozysme, un an après la présidentielle.

Cap Finistère : Dans quel état d'esprit étais-tu lorsque tu as débattu avec Eric Besson, à Londres ?

Pierre Moscovici : Je n'ai jamais été proche de lui et je n'ai pas d'antipathie personnelle à son égard. Je crois qu'il faut considérer les "ministres d'ouverture" pour ce qu'ils sont : des membres d'un gouvernement de droite qui, à ce titre, ne peuvent se revendiquer de la gauche. J'ai accepté de participer à ce débat pour combattre deux idées fausses. Non, ceux qui ont rejoint Nicolas Sarkozy ne représentent pas la vraie gauche et les propositions des

socialistes français sont pertinentes. J'ai tenu à le rappeler en Grande-Bretagne, après les propos tenus par Tony Blair.

Cap Finistère : Le thème de ce débat était "Sarkozy va-t-il changer la France ?". A la lecture de ton livre la liquidation a déjà bien commencé.

Pierre Moscovici : Oui, il a procédé à une triple liquidation. D'abord, celle de la tradition républicaine qui ne peut s'accommoder du mélange permanent entre le pouvoir et l'argent. Il a gravement abaissé la fonction présidentielle.

Ensuite, il a entamé la liquidation du modèle social français, dès le début du quinquennat avec son paquet fiscal injuste et inefficace qui a plombé les caisses de l'État. Cela se traduit par une politique de rigueur contre les services publics. On le constate aussi sur les retraites, le service minimum ou l'offensive idéologique contre les 35

heures. Enfin, il a liquidé des années de politique étrangère en s'alignant sur l'administration Bush. Jamais notre diplomatie n'a été aussi cynique.

Cap Finistère : Quel rôle doit jouer le PS dans la période ? Dénoncer ? S'opposer ? Proposer ? Préparer la prochaine présidentielle ?

Pierre Moscovici : Le PS a réussi à constituer une force d'opposition crédible. Je crois qu'il faut dénoncer, s'opposer, démonter les mécanismes du Sarkozysme, comme je le fais dans mon livre. Il faut continuer à incarner une opposition vigoureuse et toujours argumentée. Mais cela ne suffira pas pour gagner la prochaine présidentielle. Il ne faut surtout pas réitérer l'erreur de 2004. Après les régionales nous nous sommes laissés aller, pensant que la victoire ne pouvait pas nous échapper. Dès maintenant, à l'occasion du congrès, nous devons travailler à un programme de gauche, réaliste, crédible et européen. Et surtout : privilégier le débat d'idées. 2012 se prépare dès 2008.

Rendez-vous

7 juin

A 14 h 00 : Convention fédérale sur la réforme des statuts et la nouvelle déclaration de principes, à la salle polyvalente de Logonna-Quimerch, en présence de Bertrand Delanoë.

9 juin

A 18 h 00 : Assemblée générale de l'UESR, salle du Chapeau Rouge à Quimper.

Colloque à Rennes

"Le PSU vu d'en bas"

Dans la continuité de la journée d'études du 8 février 2007 sur l'implantation du PSU en Bretagne, le CRAPE et le CERHIO co-organisent, les 9 et 10 septembre 2008, à l'IEP de Rennes et à l'Université de Rennes 2, sur un nouveau colloque intitulé : "Le PSU vu d'en bas. Un parti dans les régions : réseaux sociaux, mouvement politique, laboratoire d'idées (années 50-années 80)".

L'objectif de cette étude vise à défricher l'histoire d'un parti original mais mal connu. Parti charnière, le PSU est aussi un parti à part dans le champ politique en raison du contraste

entre l'échec électoral global et l'impact intellectuel indéniable. Le PSU était en effet un lieu de réflexion original, un laboratoire d'idées, où ont été élaborés nombre des thèmes qui allaient moderniser la gauche française. Mouvement novateur, le PSU a impulsé des pratiques militantes innovantes, notamment par ses engagements dans les luttes sociales ou dans l'intégration des filières chrétiennes de gauche.

Parti très régionalisé, le colloque a souhaité prendre le territoire comme angle d'approche du PSU, et ainsi interroger de manière concrète l'implantation de ses réseaux militants, étudier des trajec-

toires politiques en situation, et analyser son ancrage dans les luttes sociales.

Enfin, le colloque visera à attester l'héritage du PSU vingt ans après sa disparition, au niveau des réseaux, mais aussi des thématiques qu'il a portées de manière privilégiée (autogestion, écologie politique, féminisme, régionalisme, etc.).

Renseignements :

<http://www.crape.univ-rennes1.fr/>

Encyclopédie du socialisme

L'encyclopédie du socialisme va publier deux nouveaux ouvrages au mois de juillet : "La rose et la croix, chrétiens et socialistes", de Robert Chapuis, et "Un combat socialiste : la régionalisation (1950-2007)", de Laurent Jalabert.

Vous pouvez d'ores et déjà, et jusqu'au 15 juillet, commander ces livres au prix de 7 euros (franco de port).

Pour cela, vous devez adresser vos chèques à : *Encyclopédie du Socialisme* - 12, cité Malesherbes - 75009 Paris, en précisant le titre de l'ouvrage.

Déclaration de principes et modifications statutaires

Les adhérents du Parti Socialiste étaient appelés le 29 mai à se prononcer sur la nouvelle déclaration de principes et des propositions de modifications statutaires.

La participation à ce scrutin a été faible puisqu'elle n'atteint que 29,86 % des inscrits (contre environ 50 % au plan national).

Dans le Finistère, les deux projets ont été approuvés. A 82,79 % pour la déclaration de principes et à 77,67 % pour les modifications statutaires. Les résultats seront officiellement proclamés à la Convention fédérale, le 7 juin, en présence de Bertrand Delanoë.

Annonces légales & judiciaires

INSERTION

SCP LE JEANNE - MEYER
Société civile professionnelle
Siège social à LANMEUR (29260)
13, route de Morlaix
R.C.S. de Morlaix N° 388 526 204

Par assemblée générale extraordinaire en date du 28 avril 2008, enregistrée à Morlaix le 16 mai 2008 bordereau 2008/475 case n° 3, il a été décidé la modification des articles 3, 7 et 10 des statuts de la SCP LE JEANNE MEYER.

Article 3 : RAISON SOCIALE

La société a pour raison sociale : Hervé LE JEANNE et Laurence MEYER, notaires associés d'une société civile professionnelle titulaire d'un Office Notarial.

Article 7 : CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

Le capital social est fixé à la somme de 328 070,29 euros. Il est divisé en deux mille cent cinquante deux (2152) parts sociales souscrites en totalité par les associés et réparties entre eux en proportion de leurs droits dans le capital social, savoir :

- A Monsieur Hervé LE JEANNE, mille soixante seize (1076) parts numérotées de 1076 à 2150 et 2152 ;
- A Laurence MEYER, mille soixante seize (1076) parts numérotées de 1 à 1075 et 2151.

Article 10 : NOMINATION DES GÉRANTS - CESSATION DE LEURS FONCTIONS

Monsieur Hervé LE JEUNE et Madame Laurence MEYER sont gérants.

Pour insertion : Le gérant.

SCP Antoine DESMIERS
de LIGOUYER, Olivier BARIOU et Marie-Laure BOUTHORS-DESMIERS de LIGOUYER, Notaires Associés à DAOULAS (29460)
24, route de Quimper
avec bureau annexe permanent au FAOU (29590), 3, quai Quélen

Acte de M^e Olivier BARIOU, notaire à DAOULAS, en date du 23 mai 2008, enregistré au SIE de BREST-PONANT, le 29 mai 2008, bordereau 623, case 1, contenant CESSATION par Mlle Marie-Paule ALLANÇON, dmt à HANVEC, Ty-Croas, à M. Arnaud POQUET, divorcé de Mme Carole ROLLAND, dmt à LIMERAY (37530), du fonds de commerce de débit de boissons de 4^e catégorie - Restaurant - Chambres meublées - Vente à emporter, sis à HANVEC, La Gare, comprenant :

- la clientèle, l'enseigne, le nom commercial et l'achalandage y attachés ;
- le matériel, le mobilier commercial et l'outillage servant à l'exploitation ;
- le droit au bénéfice des contrats, conventions, marchés et traités conclus pour l'exploitation du fonds ;
- le bénéfice de la licence IV^e catégorie ;
- le droit à la ligne téléphonique.

Entrée en jouissance : 23 mai 2008.

Prix : 90 000 €, s'appliquant aux éléments incorporels pour 60 341 €, et au matériel pour 29 659 €.

Oppositions à DAOULAS (29460), 24, route de Quimper, au siège de l'office notarial, dans les 10 jours suivant la dernière en date de la présente insertion et de la publicité au B.O.D.A.C.C.

Pour unique insertion
M^e Olivier BARIOU

Ce numéro a été tiré à
4 900 exemplaires

S'abonner :

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

Abonnement Réabonnement

Abonnement pour 1 an : 15 €

Abonnement de soutien :

à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :

Fédération du Finistère
du Parti Socialiste.

Cap Finistère - Le Breton Socialiste

26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER

Tél : 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Alain QUEFFLEC

RÉDACTEUR EN CHEF

Jean-Yves CABON - Tél. 02 98 43 44 39

Impression : Presses Associatives du Finistère

13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Tél : 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

CPPAP 1207 P 11428